

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI)

MISSION DE VALIDATION DE LA PROLONGATION DU PARSEP

**Burkina Faso, Bénin, Mali et Niger
du 24 janvier au 7 février 2007**

RAPPORT DE MISSION

17 février 2007

**Édith Gouin, Conseillère en intégration régionale, ACDI
Dieudonné Ouédraogo, Coordonnateur PARSEP**

Note des auteurs

Le présent rapport présente les résultats et les conclusions d'une mission de deux semaines dans les 4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Niger) des 5 pays couverts par le PARSEP. La Côte d'Ivoire en a été exclue en raison de la situation socio-politique qui y prévaut. La mission ayant été réalisée dans un contexte d'urgence, les équipes locales (au Burkina en particulier) ont préparé les rencontres au mieux de leur capacité étant donnés les courts délais impartis et la disponibilité des différents acteurs du projet. Nous les en remercions.

Il est possible, dans ce contexte d'urgence, que certains aspects aient été moins bien couverts ou auraient bénéficié de plus amples précisions selon le pays visité. Mais nous ne croyons toutefois pas que cela puisse changer le sens des conclusions du rapport.

Afin d'alléger le texte, nous avons utilisé, autant que possible, les termes génériques comme « Cadre stratégique de réduction de la pauvreté (CSLP) », « Secrétariat Permanent du CSLP(SP/CSLP) », Unité d'analyse avancée de la pauvreté (UAAP) » sachant que des appellations particulières existent dans chacun des pays. Nous espérons que le recours aux termes spécifiques dans certains cas ne contribue pas à semer la confusion.

1. Contexte de la mission ¹ :

Le PARSEP est un projet régional qui devait intervenir dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger). Le contexte peu favorable en Côte d'Ivoire depuis la crise de septembre 2002 a limité les activités dans ce pays, celles-ci se limitant à la participation aux activités régionales.

Le projet qui arrive normalement à son terme au 31 mars 2007 a connu des retards importants dans le démarrage de ses activités, ce qui fait qu'à deux mois de l'échéance, il devient évident que plusieurs résultats ne seront pas atteints et que, d'autre part, des sommes importantes resteront disponibles pour le projet.

C'est dans ce contexte qu'une mission de validation de la prolongation du PARSEP a été planifiée afin d'analyser la situation particulière de chaque pays d'intervention et d'évaluer la possibilité d'y atteindre les résultats prévus. La Côte d'Ivoire a été exclue d'emblée, la situation politique ne permettant pas d'envisager l'atteinte de résultats significatifs.

2. Objectifs :

Les objectifs de la mission étaient de :

- Valider le niveau d'appropriation des extrants réalisés dans chacun des volets du projet;
- Déterminer les enjeux (risques et défis) pour chacun des pays;
- Évaluer le niveau de résultat qui pourrait réalistement être obtenu;
- Proposer les aménagements budgétaires nécessaires à l'atteinte de ces résultats dans le cadre d'une prolongation du projet.

3. Méthodologie :

La mission s'est appuyée sur une approche en quatre étapes :

- Analyse des documents fournis par le PARSEP en relation avec les activités effectuées à ce jour;
- Rencontre des principaux acteurs du PARSEP (SP/CSLP, PTF, Instituts nationaux de la statistique, DEP des Ministères clés, Coordonnateurs des UAAP, représentants de l'ACDI sur le terrain);
- Rédaction d'un rapport préliminaire de mission à commenter par les parties concernées;
- Rédaction d'un rapport final.

4. Principaux constats par pays

4.1 Burkina Faso

Contexte

- Le Burkina Faso est le premier pays à avoir élaboré un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et vient de terminer son CSLP2 (2004-2006). Cette avance

¹ Les TDR sont fournis en annexe.

relative se concrétise par un environnement plus complexe : existence de Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) et budget-programmes annuels dans plusieurs Ministères, existence de nombreux groupes techniques thématiques et de façon générale, multiplication du nombre des acteurs impliqués dans le processus de CSLP. Cet environnement complexe constitue une contrainte avec laquelle le projet doit compter ;

- L'existence d'une part d'un Ministère des Finances et du Budget et d'autre part d'un Ministère de l'Économie et du Développement spécifiquement chargé du CSLP constitue également une contrainte pour la coordination des activités de rapportage (MEDEV) et de décaissement (Finances et Budget). Il s'agit du seul pays où ces deux Ministères sont ainsi séparés ;
- Le Burkina Faso a été le seul pays à avoir engagé des activités pré-PARSEP (définition de la liste nationale d'indicateurs de suivi-évaluation du CSLP) dès début 2004; il est par conséquent celui où le PARSEP a appuyé le plus grand nombre d'activités. Il est également le seul à avoir mis formellement en place un Comité Suivi Pays (arrêté du MEDEV du 25 avril 2005) du Projet. Mais bien que le suivi-évaluation fasse l'objet d'un intérêt certain de la part des structures gouvernementales et des bailleurs de fonds, les résultats (en terme d'effet et d'impact) tels que formulés par le PARSEP tardent à se matérialiser;
- Depuis la planification du Projet, l'environnement national a beaucoup changé. La généralisation des appuis budgétaires a conduit à la création du Cadre Général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB) dont le Canada n'est pas membre. Cette exclusion du Canada a entraîné un certain isolement du PARSEP et a nuit à la réalisation de son mandat;
- L'année 2006 a été marquée par d'importants changements institutionnels au sein du MEDEV qui ont été préjudiciables aux activités du projet. Le SP/CSLP est resté sans titulaire pendant les 3 premiers trimestres et la structure ad hoc chargée du CSLP, le STC/PDES qui était le partenaire clé du PARSEP, a été supprimée et ses fonctions ont été attribuées en octobre 2006 à la nouvelle Direction de la Coordination de la Politique de Réduction de la Pauvreté (DCPRP) de la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP) structure faiblement dotée en ressources humaines;
- L'UAAP Burkina a bénéficié d'une expérience MIMAP ce qui lui donne une certaine avance au niveau de la capacité de recherche, cependant, aucune perspective institutionnelle de pérennisation des acquis ne semble envisagée.
- La réussite du PARSEP dépend directement de l'appropriation du projet par le Gouvernement (notamment la DGEP du MEDEV) et du consensus qui s'installe autour de celui-ci chez les bailleurs de fonds. D'un côté comme de l'autre, il n'est pas évident, au stade actuel, que ces conditions critiques soient remplies ;

Volet 1

Extrant 1.1

Malgré la tenue de deux ateliers de sensibilisation organisés dans le cadre du PARSEP l'approche Gestion Axée sur les Résultats (GAR) n'est pas encore intégrée dans les ministères sectoriels. Une liste consensuelle d'indicateurs de suivi-évaluation, proposée par la mission

pré-PARSEP de mi-2004, a été intégrée dans le CSLP2 de 2004-2006 mais peu de liens ont été établis entre cette liste et celle des indicateurs des CDMT des ministères sectoriels qui en disposent (Éducation, Santé et Agriculture) et surtout des budgets-programmes annuels s'y rapportant. Cela explique que les bailleurs de fonds qui interviennent surtout dans ces CDMT et budgets-programmes annuels soient peu ouverts à la révision de la liste des indicateurs et surtout à l'augmentation de leur nombre (telles que proposées dans l'étude PARSEP selon l'approche GAR).

L'étude sur l'opérationnalisation du suivi-évaluation du PARSEP, bien qu'ayant été présentée au cours d'un atelier national (septembre 2006) n'est pas appropriée par le MEDEV et les bailleurs de fonds qui sont critiques à son égard parce qu'elle n'a pas accordé une place centrale aux commissions sectorielles du CSLP.

Extrant 1.2

La DCPRP a manifesté l'intérêt d'opérationnaliser le programme de renforcement des capacités en plan d'actions prioritaires (2007-2009) à intégrer dans celui du CSLP 3. Les bailleurs de fonds semblent prudents dans leurs engagements envers ce plan bien qu'ils en reconnaissent théoriquement l'utilité.

Les bailleurs de fonds (à l'exception du Canada) ont constitué un Cadre Général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB) qui comporte un volet suivi-évaluation du CSLP. Les liens avec le PARSEP sont, dans ces conditions, difficiles parce que celui-ci est perçu comme un joueur de trop plutôt qu'un appui complémentaire.

Extrant 1.3

Le Canada, n'étant pas membre du CGAB, toute intervention dans la concertation des bailleurs de fonds s'avère difficile. Le secrétariat technique du CGAB estime néanmoins que le PARSEP pourrait en faire partie à titre d'observateur.

Volet 2

Extrant 2.1

Les cadres logiques et les cadres de mesure du rendement ont été introduits dans les ministères clés par le Projet mais ils ne sont pas encore appliqués.

Extrant 2.2

Aucune amélioration sensible n'est observée dans la production d'informations sur les effets du CSLP. De plus, selon les bailleurs de fonds rencontrés, la situation a empiré avec les travaux d'élaboration du rapport de mise en œuvre 2006 qui semblent accuser un retard assez important.

Extrant 2.3

Un plan de communication sociale a été élaboré et validé grâce à l'appui du PNUD mais il n'est pas encore mis en œuvre.

Volet 3

Extrant 3.1

L'UAAP est fonctionnelle et plusieurs études ont été faites mais elles ne sont ni diffusées ni valorisées en termes d'utilisation de leurs résultats par les acteurs du CSLP.

Extrant 3.2

L'UAAP a des capacités d'analyse de la pauvreté mais elle reste généralement *supply driven*.

Elle suscite l'intérêt de certaines structures gouvernementales et quelques bailleurs de fonds mais elle est peu connue et ses travaux très faiblement diffusés et valorisés. Dans ces conditions, le problème d'institutionnalisation de l'UAAP reste d'autant plus posé qu'aucune stratégie n'a été esquissée en la matière.

Extrant 3.3

Ce volet relevant des activités régionales, il est traité en conclusion générale.

Conclusions et recommandations

- L'environnement constitue une contrainte importante dans la réussite du Projet tant du côté du Gouvernement (faible appropriation liée en partie aux changements institutionnels) que du côté des bailleurs de fonds (PARSEP non perçue comme un partenaire mais comme un concurrent). Ceci semble tenir d'un déficit de communication et de l'insuffisance du suivi rapproché du Projet au niveau national ;
- Le changement du titulaire du STC/PDES et les délais pris pour la nomination de son remplaçant ont nuit au suivi du projet et à son appropriation ;
- Le montage du projet a mis l'accent sur son aspect régional sans prendre suffisamment en compte les besoins importants de suivi de sa mise en œuvre. Pour pallier ce manque de suivi des activités, la mission a testé l'idée de la création d'un poste national de chargé de suivi à temps plein au sein du SP/CSLP. Cette option a été bien reçue tant du côté de la partie nationale qu'auprès des bailleurs de fonds (ceux-ci ont toutefois émis l'avis que la volonté réelle d'accueillir une telle ressource devrait être confirmée par une lettre du SP/CSLP) ;
- Le niveau d'appropriation du mandat de l'UAAP par le CAPES est faible et le problème de son institutionnalisation reste posé.

À la lumière de ces constats, la mission recommande la prolongation du projet selon les paramètres suivants :

- Vérifier préalablement la volonté réelle des autorités nationales de s'approprier les appuis du PARSEP. Pour ce faire, l'Ambassade du Canada à Ouagadougou pourrait faire le suivi nécessaire auprès du MEDEV ;
- Recruter, au niveau local, une ressource qui serait logée au SP/CSLP et dont le rôle serait à la fois: de faire le suivi des activités du projet (s'assurer que les études soient appropriées, utilisées et complétées au besoin) ; d'assurer un partage d'information sur les activités nationales pertinentes à la mise en œuvre et au suivi du CSLP et de faire la promotion du projet auprès des autres parties prenantes de l'appui au suivi évaluation du CSLP ;
- Poursuivre l'appui aux formations en GAR auprès des cadres des Commissions et Ministères sectoriels et des représentants de la société civile ;
- Appuyer l'utilisation des outils GAR au sein du SP et dans les Ministères sectoriels ;
- Appuyer la finalisation du plan d'action 2007-2009 découlant du programme de renforcement des capacités et son appropriation par tous les acteurs en vue de son financement et de sa mise en œuvre ;
- Appuyer la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités en réponse à des demandes clairement exprimées par la partie nationale ;

- Appuyer l'INSD et les Ministères sectoriels dans le développement de leurs bases de données à travers la mise en place d'un système d'information pour une gestion axée sur les résultats ;
- Valoriser les travaux produits par l'UAAP à travers leur dissémination sous des formes appropriées et faire la promotion des résultats les plus pertinents en matière d'orientation des politiques publiques ;
- Appuyer l'UAAP dans le développement d'un plan de pérennisation.

4.2 Bénin

Contexte

- Il s'agit du dernier pays à avoir rejoint le PARSEP. Le protocole d'entente entre le Bénin et le Canada n'a, en effet, été signé qu'en décembre 2005 ; et le Comité Suivi-Pays n'a pratiquement pas fonctionné
- Il y a eu un changement de gouvernement en avril 2006, ce qui a permis de réunir les Ministères du Plan et de l'Économie et des Finances. Cette fusion favorise une meilleure coordination des activités liées au CSLP ;
- Une révision du CSLP est en cours depuis octobre 2006 avec le nouveau gouvernement, ce qui constitue un contexte favorable à la révision du dispositif national de suivi évaluation ;
- Trois changements du titulaire du SP au cours de l'année 2006 ont affaibli la capacité de suivi et d'appropriation du projet. Cependant, le nouveau titulaire a responsabilisé l'Observatoire du changement social (OCS) pour le suivi du CSLP et l'a désigné comme interlocuteur principal du projet, ce qui améliore les perspectives d'appropriation du projet ;
- Il existe une corbeille commune des PTF (Danemark, Allemagne, Suisse, Union Européenne) pour le suivi évaluation du CSLP. Tout en étant un facteur favorable au suivi évaluation dans le pays, cela peut également constituer une contrainte pour les autres acteurs voulant intervenir dans le secteur ;
- L'UAAP a bénéficié d'une expérience MIMAP et démontre la plus grande capacité de recherche des pays du PARSEP.

Volet 1

Extrant 1.1

Un certain travail a été fait concernant la gestion axée sur les résultats mais ce n'est pas le fait du PARSEP. Le Danemark, qui est intervenu en la matière, a privilégié une approche qui consiste à envoyer un nombre limité de cadres se faire former au Canada (IDEA), sans prévoir d'agents multiplicateurs. Il apparaît opportun de poursuivre et étendre ces formations pour assurer une bonne intégration de la GAR dans tous les Ministères.

Le PARSEP a initié un travail préliminaire sur l'établissement d'une liste d'indicateurs ; ce travail servira de base au Groupe de travail mis en place au sein de l'Observatoire du Changement Social (OCS) dans le cadre de la révision du CSLP.

L'étude sur l'opérationnalisation du dispositif de suivi évaluation du CSLP a été effectuée conjointement par le PARSEP et la Banque Mondiale (à la demande du SP). Les conclusions de cette étude ont été reprises quasi intégralement dans le dispositif décrit dans l'ébauche du CSLP2.

Extrant 1.2

Le Plan de renforcement des capacités est en cours de préparation par un consultant du PARSEP et s'appuiera sur celui de l'OCS, en concertation avec les autres PTF.

Les partenaires faisant partie de la corbeille commune ont un focus quasi exclusif sur l'OCS, En conséquence, ils voient d'un très bon œil le renforcement des capacités de cette structure et des structures connexes.

Extrant 1.3

Un fonds commun existe déjà (corbeille commune) et le Canada, même s'il n'est pas membre, devra coordonner ses actions avec celles de la corbeille. Il faut noter que le Danemark (à travers son conseiller économique), exerce un fort leadership sur la corbeille commune ainsi qu'auprès de l'OCS qui est le partenaire privilégié du projet. Ce leadership s'exerçant de manière rigide et avec une vision unilatérale des besoins, il faudra composer avec cette contrainte.

Volet 2

Extrant 2.1

Aucune activité n'a été encore amorcée à ce titre.

Extrant 2.2

Aucune activité n'a encore été amorcée à ce titre.

Extrant 2.3

Des Termes de référence (TDRs) ont été produits pour l'élaboration du plan de communication sociale; et les procédures de recrutement sont en cours.

Volet 3

Extrant 3.1

L'UAAP est fonctionnelle et elle est la plus dynamique par le nombre de ses études et par ses interactions avec les directions ministérielles et les autres PTF.

Extrant 3.2

L'UAAP possède une capacité démontrée d'analyse de la pauvreté. Elle a initié des prestations de service avec certains ministères mais cela reste insuffisant. De plus, l'utilisation effective des résultats de recherche n'est pas démontrée. Un processus de formalisation de l'UAAP en association MIMAP-Bénin est en cours mais la possibilité de rentabiliser une telle structure n'est pas encore démontrée. Il faudra appuyer les liens entre l'UAAP et ses utilisateurs gouvernementaux et ceux de la société civile.

Extrant 3.3

Ce volet relevant des activités régionales, il est traité en conclusion générale.

Conclusions

- Si le projet est intervenu tard au Bénin, le contexte paraît favorable avec l'unification des Ministères, les bonnes relations entre le nouveau SP et l'OCS et la responsabilisation de ce dernier pour le suivi évaluation du CSLP ;
- Le poids important du chef de file de la corbeille commune dans les décisions quant au suivi évaluation du CSLP est une contrainte dont il faudra tenir compte ;

- Il existe un important problème de communication au sein du projet. Le projet n'est pas bien connu de tous les intervenants et il y aurait une certaine duplication des activités (par exemple formation GAR). La possibilité de doter le Secrétariat d'une ressource supplémentaire pour le suivi des activités du PARSEP et pour assurer le partage de l'information n'a pas suscité l'intérêt prévu. Le SP nous a assuré qu'il avait pris les dispositions nécessaires pour régler ce problème en nommant un responsable du PARSEP au sein du Secrétariat (M. Zanou René) ;
- L'appui du CRDI, à travers la création de l'équipe MIMAP (antérieure au projet), constitue certes un acquis au niveau du développement des capacités de recherche mais également une contrainte quant à l'utilisation effective des résultats de recherche dans l'amélioration du suivi évaluation des CSLP et des politiques publiques.

À la lumière de ces constats, la mission recommande la prolongation du projet selon les paramètres suivants :

- Améliorer les communications à travers une plus grande implication de l'agent de suivi local, M. Gilles Badet, notamment en établissant un dialogue régulier avec le point focal PARSEP au sein du SP et en assurant une meilleure diffusion de l'information pertinente relative au PARSEP en direction de l'Unité d'Appui Régionale (UAR) et de l'ACDI ;
- Poursuivre l'appui aux formations en GAR auprès des cadres des Ministères sectoriels et des représentants de la société civile en veillant à former des multiplicateurs pour mieux diffuser ces formations et à éviter les duplications ;
- Appuyer la participation du consultant responsable des études du PARSEP aux groupes de discussion ad hoc sur la liste des indicateurs et le dispositif de suivi évaluation du CSLP 2 ;
- Appuyer la finalisation du plan de renforcement des capacités en cohérence avec le plan de renforcement de l'OCS et appuyer son appropriation par tous les acteurs en vue de son financement et sa mise en œuvre ;
- Appuyer la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités en réponse à des demandes clairement exprimées par la partie nationale ;
- Appuyer l'INSAE et les Ministères sectoriels dans le développement de leurs bases de données à travers la mise en place d'un système d'information pour une gestion axée sur les résultats ;
- Valoriser les travaux produits par l'UAAP à travers leur dissémination sous des formes appropriées et faire la promotion des résultats les plus pertinents en matière d'orientation des politiques publiques ;
- Appuyer l'UAAP dans son processus d'autonomisation.

4.3 **Mali**

Contexte

- Le Mali est le pays où l'aide internationale est la plus importante parmi les pays appuyés par le PARSEP, et particulièrement l'appui budgétaire sectorielle ou globale ;
- La coordination entre les bailleurs de fonds est, en conséquence, mieux organisée que dans les autres pays (ce qui n'est toutefois pas un gage d'une parfaite coordination) ;

- La cellule de coordination du CSLP jouit de ressources importantes qui ont été sensiblement augmentées dernièrement ;
- Plus de cinq assistants techniques sont logés au sein de cette cellule dont deux de l'Union européenne ;
- Le Coordonnateur de la cellule est le seul, parmi tous les SP actuels, à avoir participé aux discussions entourant la définition du PARSEP. En conséquence, il en a une bonne connaissance et sait profiter des opportunités offertes par le projet ;
- Par contre, si le coordonnateur est un partenaire intéressé du PARSEP, il est fortement sollicité de toutes parts et n'a pas tendance à déléguer ni à partager l'information. Cela a constitué une contrainte particulièrement importante pour les activités du PARSEP durant l'année 2006 au cours de laquelle la priorité était entièrement accordée à l'élaboration du CSLP2 (document adopté par le gouvernement en novembre 2006) ;
- Le coordonnateur a indiqué son intention de créer une unité de suivi évaluation au sein de la cellule, qui devrait normalement devenir l'interlocuteur privilégié du PARSEP. La création de cette unité devrait contribuer à améliorer la coordination entre les partenaires intéressés principalement au suivi évaluation du CSLP ;
- L'UAAP du Mali est, avec celle du Niger, l'équipe la plus jeune et la moins expérimentée du projet. Toutefois, son coordonnateur, responsable du Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), démontre une grande capacité d'initiative et de leadership pour la pérennisation de son unité.

Volet 1

Extrant 1.1

L'approche GAR est peu intégrée dans les ministères sectoriels mais un intérêt certain est manifesté à cet égard. Une liste consensuelle d'indicateurs de suivi évaluation, proposée par une mission PARSEP, a été intégrée dans le CSLP 2.

Extrant 1.2

Le Plan de renforcement des capacités a été produit mais les efforts des dernier mois ont été canalisés sur la production du nouveau CSLP, ce qui a empêché sa validation. Cependant le travail est apprécié et est informellement partagé aux bailleurs de fonds souhaitant intervenir à ce niveau. Le SP a indiqué son intention de valoriser ce document très prochainement.

Extrant 1.3

Les PTF (Belgique, Canada, France, Pays-Bas, Suède, Banque Mondiale, FMI, PNUD, UE, USAID) ont créé un fonds commun pour le suivi évaluation du CSLP, fonds qui est co-financé par l'État. Un cadre partenarial a été signé entre les parties pour établir les engagements de chacune d'entre elles. Le fonds est arrivé à échéance le 31 décembre dernier et des demandes informelles ont été présentées pour la reconduction de ce fonds. Jusqu'à maintenant, seuls les Pays-Bas et le Canada ont versé leur contribution directement dans le fonds commun.

Volet 2

Extrant 2.1

Le PARSEP n'est pas encore intervenu à ce niveau.

Extrant 2.2

Aucune intervention du PARSEP à ce niveau.

Extrant 2.3

Le plan de communication sociale, prévu au plan de travail, n'a pas encore été produit en raison de la priorité accordée à l'élaboration du CSLP2. Toutefois, les TDR ainsi que les CV potentiels ont été présentés au Coordonnateur UAR lors de la mission. Le SP insiste sur l'intérêt d'un tel plan et compte sur l'appui du PARSEP pour le réaliser.

Volet 3

Extrant 3.1

L'UAAP est fonctionnelle.

Extrant 3.2

L'UAAP démontre une certaine pro activité que l'on ne retrouve pas dans les autres pays. Le coordonnateur semble avoir une vision claire de l'intérêt de ses travaux dans l'évaluation des CSLP et de l'importance de les valoriser. Cependant, pour l'instant, malgré un intérêt affirmé par le SP, aucune demande spécifique n'est apparue de la part des acteurs gouvernementaux. Ceci s'explique sans doute par le fait que l'accent est mis sur le suivi du CSLP (qui est encore fragile) et que l'évaluation constituera une étape ultérieure, une fois le suivi maîtrisé. On peut penser que les demandes risquent plus d'arriver des PTF qui voudront connaître plus précisément les résultats de leurs investissements. Déjà l'Union européenne s'est montrée intéressée aux travaux de l'Unité.

Extrant 3.3

Ce volet relevant des activités régionales, il a été traité en conclusion générale.

Conclusions et recommandations

- La cellule CSLP du Mali est la mieux dotée en ressources et la concertation entre PTF y est la mieux organisée. Dans ce contexte, le rôle d'appui à la coordination / concertation des PTF prévu par le PARSEP devient superflu ;
- Le projet semble bien approprié par le SP qui a une vision claire de l'appui souhaité ;
- Le PARSEP est, malgré tout, peu connu des différents acteurs et cela s'explique sans doute en partie par le fait que le suivi du projet se fait au niveau technique (expert de l'UAP) alors que la concertation se fait plutôt au niveau de la représentation canadienne officielle qui a une connaissance moins fine du projet. L'option de doter la cellule CSLP d'une ressource projet (pour améliorer le partage d'information et en même temps de diffuser au projet l'information sur l'environnement) n'a pas été jugée opportune par le SP dont l'effectif vient de s'accroître de façon appréciable dernièrement. Il suggère plutôt d'utiliser l'unité de suivi évaluation qu'il va créer prochainement pour améliorer la communication.

À la lumière de ces constats, la mission recommande la prolongation du projet selon les paramètres suivants :

- Améliorer les communications à travers un suivi plus rapproché de l'expert de l'UAP en charge du dossier afin d'informer l'UAR, l'ACDI ainsi que la représentation canadienne à l'Ambassade de toute activité en lien avec le projet et de toute opportunité d'en faire la promotion ;

- Poursuivre l'appui aux formations en GAR auprès des cadres des Ministères sectoriels et des représentants de la société civile en veillant à former des multiplicateurs pour mieux diffuser ces formations et à éviter les duplications ;
- Appuyer la validation du programme national de renforcement des capacités et sa diffusion, notamment auprès des PTF ;
- Appuyer la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités en réponse à des demandes clairement exprimées par la partie nationale ;
- Appuyer la DNSI et les Ministères sectoriels dans le développement de leurs bases de données à travers la mise en place d'un système d'information pour une gestion axée sur les résultats ;
- Valoriser les travaux produits par l'UAAP à travers leur dissémination sous des formes appropriées et faire la promotion des résultats les plus pertinents en matière d'orientation des politiques publiques ;
- Appuyer l'UAAP dans son processus d'autonomisation.

4.4 Niger

Contexte

- Le Niger est le pays le moins avancé dans la mise en œuvre du processus CSLP (la qualité de la récente ébauche du CSLP2 n'a pas convaincu les PTF qui demandent une révision en profondeur du document) ;
- Le SP/CSLP du Niger est le seul à relever directement de la primature, ce qui lui donne une haute position politique et lui confère l'autorité nécessaire sur l'ensemble des ministères sectoriels ;
- Le SP/CSLP est le seul qui dispose d'un service de suivi évaluation doté d'une ressource fortement impliquée dans le projet, ce qui facilite grandement les relations avec le PARSEP ;
- Les PTF sont beaucoup moins organisés que dans les autres pays du PARSEP, ce qui peut constituer à la fois un désavantage (coordination plus diffuse) et un avantage (possibilité pour le PARSEP de se positionner comme coordonnateur des appuis au suivi évaluation du CSLP) ;
- Le Niger est le pays qui a le niveau d'appropriation des résultats le plus élevé (liste d'indicateurs, dispositif de suivi évaluation, programme de renforcement des capacités) ;
- L'UAAP du Niger est l'équipe la plus jeune et la moins expérimentée du projet mais, après quelques mois de tâtonnements, elle s'est engagée efficacement dans l'exécution de son programme de travail ;
- L'UAAP se montre soucieuse de son intégration au sein de l'Institut National de la Statistique (INS); ce qui assurerait sa pérennité.

Volet 1

Extrant 1.1.

L'approche GAR est très faiblement intégrée dans les ministères sectoriels même si un atelier d'introduction de cette approche a été organisé par le PARSEP. Une liste consensuelle d'une soixantaine d'indicateurs de suivi-évaluation de la SRP a été validée en janvier 2005 au cours

d'un atelier national, suite à des recommandations d'une mission d'appui du Projet. Cette liste devrait, en principe, être intégrée dans le CSLP en cours de révision.

L'étude sur l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation de la SRP a également été validée au cours d'un atelier national et ses résultats devraient par conséquent être intégrés dans le CSLP en cours de révision.

Extrant 1.2.

Le Plan de renforcement des capacités en suivi-évaluation a été validé au cours d'un atelier national. Il devrait donc être intégré dans le CSLP en cours de révision.

Les bailleurs de fonds ne disposent pas d'une structure formelle de coordination de leurs appuis. Des concertations sont néanmoins organisées, en particulier d'une part entre les pays membres de l'OCDE et d'autres part entre les institutions du Système des Nations-Unies.

Extrant 1.3.

La concertation entre bailleurs de fonds n'étant pas formalisée, elle pourrait, comme l'envisage la Coordination du CSLP, être initiée autour du financement et de la mise en oeuvre du Plan de renforcement des capacités en suivi évaluation à l'occasion de la Table Ronde des bailleurs de fonds prévue en avril 2007 à Bruxelles.

Volet 2

Extrant 2.1.

Les cadres logiques et les cadres de rendements ont été introduits dans les ministères clés par le Projet mais ils ne sont pas encore appliqués. Une masse critique de formateurs nationaux en GAR sera constituée prochainement grâce à l'appui du PARSEP. Ces formateurs seront ensuite utilisés pour multiplier la formation aux niveaux sectoriels et décentralisés.

Extrant 2.2.

Aucune activité n'a encore été amorcée à ce titre.

Extrant 2.3

Les TDRs d'un plan de communication sociale ont été élaborés et l'activité est prévue au plan de travail.

Volet 3

Extrant 3.1.

L'UAAP est fonctionnelle et la réalisation de deux études a été largement entamée. Leurs résultats devront être assez rapidement synthétisés en vue de leur prise en compte dans la finalisation du CSLP 2 dont le diagnostic est, au stade actuel, jugé insuffisant par la plupart des bailleurs de fonds.

Extrant 3.2

Les capacités d'analyse de l'UAAP ont certes été renforcées grâce à la participation de ses membres à plusieurs formations et à l'intensification des échanges avec les autres UAAP mais elles restent encore assez faibles. La mise en place prochaine du système de suivi participatif de la pauvreté (SSPP) grâce à un financement conjoint PARSEP/BM et les travaux de l'Observatoire du Développement Humain (financement PNUD) qui seront exécutés en son sein sont une bonne opportunité de perfectionnement pour l'UAAP.

L'UAAP gagnerait toutefois à intégrer dans son équipe quelques macro-économistes qui sont spécifiquement chargés de modélisation au sein du Ministère de l'Économie par exemple. Cela permettrait de mieux répondre à la demande importante de recherche en modélisation.

Extrant 3.3.

Ce volet relevant des activités régionales, il est traité en conclusion générale.

Conclusions et recommandations

- L'environnement est favorable à la réussite du PARSEP: appropriation du projet du côté du Gouvernement; relative stabilité institutionnelle et du personnel au sein de la SP/CSLP; et intérêt de plus en plus marqué des bailleurs de fonds vis-à-vis du suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté-SRP-);
- L'UAAP dispose d'un fort potentiel d'influence des politiques publiques en raison de son positionnement au sein de l'INS qui, occupant une place centrale au niveau du dispositif national de suivi-évaluation de la SRP, a été nouvellement refondé et bénéficie du soutien des autorités nationales et de quelques bailleurs de fonds (UE, Banque Mondiale et Système des Nations-Unies) .
- Paradoxalement, la relative jeunesse de l'équipe de l'UAAP constitue un atout en ce qu'elle s'est très bien appropriée les objectifs du projet et s'est positionnée comme un acteur à part entière du processus de suivi évaluation de la SRP.

À la lumière de ces constats, la mission recommande la prolongation du projet selon les paramètres suivants :

- Poursuivre l'appui aux formations en GAR auprès des ministères sectoriels, des représentants de la société civile et des services déconcentrés et décentralisés;
- Appuyer l'utilisation des outils GAR au sein du SP/DRSP et dans les ministères sectoriels ;
- Appuyer la diffusion du programme national de renforcement des capacités, notamment auprès des PTF ;
- Appuyer la mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités en réponse à des demandes clairement exprimées par la partie nationale ;
- Appuyer l'INS et les ministères sectoriels dans le développement de bases de données à travers la mise en place d'un système d'information pour une gestion axée sur les résultats ;
- Appuyer la mise en place du Système de Suivi Participatif de la Pauvreté tel que soumis pour financement à l'ACDI (sur l'enveloppe de 450.000\$);
- Valoriser les travaux produits par l'UAAP à travers leur dissémination sous des formes appropriées et promouvoir les résultats les plus pertinents en matière d'amélioration de la SRP ;
- Poursuivre le renforcement des capacités de l'UAAP à travers des formations et l'appui à la recherche ;
- Appuyer la pérennisation de l'UAAP au sein de l'INS.

5. Conclusions et recommandations générales

5.1 Contexte général

1. Lors de la conception du PARSEP, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) n'avaient pas été intégrés dans le concept du projet. L'accent était placé uniquement sur les SRP. Depuis lors, les OMD ont été inscrits formellement dans l'agenda politique des pays au point où ceux-ci font l'objet de rapports annuels de suivi au même titre que la SRP. Cette double obligation de reportage occasionne un surplus de travail et sollicite fortement les ressources humaines en place, ressources qui sont généralement insuffisantes pour relever adéquatement le défi.
2. La déclaration de Paris, pour sa part, influence à la fois positivement et négativement le PARSEP. D'une part, la déclaration de Paris contribue à encourager le leadership local, la coordination des bailleurs et l'utilisation de la gestion axée sur les résultats, ce qui est à la base du PARSEP. D'autre part, la déclaration de Paris a contribué à augmenter le nombre d'acteurs appuyant le CSLP au point de créer une certaine confusion et de compliquer les efforts de coordination. Il s'agit là d'une contrainte avec laquelle le PARSEP devra compter.
3. L'année 2006 a été très peu productive pour le projet puisqu'elle coïncidait avec la révision du CSLP dans 3 (Bénin, Mali et Niger) des 4 pays couverts par le PARSEP et a par conséquent mobilisé toutes les ressources humaines disponibles dans les SP. Ces circonstances ont été préjudiciables au suivi du Projet dans les SP/CSLP (y compris au Burkina Faso où il y a eu d'importants changements institutionnels) et notamment au niveau du fonctionnement des Comités de Suivi Pays qui, pourtant, se trouvent au cœur de la mise en œuvre du Projet.

5.2 Conclusions générales

- Depuis sa conception, le contexte dans lequel évolue le projet a beaucoup changé. Ce changement est plus ou moins important et prend des formes différentes dans chacun des pays. Deux mois avant la fin prévue du projet, la situation et les enjeux sont très variés, de même que les attentes que le projet suscite et les besoins particuliers qui s'expriment. En conséquence, il nous est apparu essentiel que le PARSEP puisse s'adapter à ces besoins particuliers en modulant ses interventions dans chacun des pays afin d'y répondre le plus adéquatement possible.
- Il est également apparu que l'appropriation des résultats (condition nécessaire à son succès) avait beaucoup plus de chance de se matérialiser lorsque les activités étaient en phase avec le cycle d'élaboration / mise en œuvre / suivi du CSLP. Le rythme d'exécution des activités du projet est donc tributaire de celui du CSLP.
- Le succès du projet dépend directement de l'appropriation des résultats par les partenaires nationaux et de la volonté de collaboration des autres donateurs. Ce sont donc deux contraintes importantes à la réussite du projet ;
- L'appropriation du projet par les pays semble indirectement proportionnelle à l'état d'avancement du processus CSLP dans ces pays. Cela s'explique sans doute en partie par le cercle vicieux (ou vertueux, cela dépend du point de vue) qui s'installe avec l'amélioration de la crédibilité d'un pays => la multiplication des PTF => l'accroissement des demandes pour l'amélioration de son système de suivi => une certaine confusion dans toutes ces demandes et tous ces appuis.

- Le montage du projet a mis l'accent sur son aspect régional en négligeant de prendre suffisamment en compte les besoins importants au niveau du suivi au niveau national. La participation des UAP est une condition nécessaire mais non suffisante à une gestion efficace du projet. Un problème généralisé de communication est observé dans tous les pays (mais à différents niveaux) et se caractérise par une mauvaise connaissance du projet tant des structures gouvernementales que des PTF impliqués dans le suivi évaluation du CSLP ; une mauvaise information des agents de suivi locaux de la tenue de réunions et activités en lien avec le projet et, par conséquent, une information incomplète sur les enjeux et résultats du projet au niveau de l'UAR et de l'ACDI.
- Le succès du projet repose en grande partie sur des individus. Les changements de titulaire à des postes clés comme celui de SP handicapent énormément l'atteinte des résultats. Pour pouvoir pallier à cette contrainte, il faut s'assurer qu'une bonne connaissance du projet soit assurée, soit à travers une ressource PARSEP rémunérée par le projet ou nommée par le SP ;
- Le suivi local du projet est généralement confié aux experts des UAP qui s'acquittent très bien de cette tâche. Cependant, le dialogue politique nécessaire à une meilleure valorisation du projet se fait plutôt au niveau de la représentation canadienne sur le terrain qui a peu d'information à son sujet. Il faudrait donc mieux partager l'information au niveau des Ambassades afin que les RST puissent mieux connaître et faire connaître le projet.
- Les UAAP ont bénéficié de rencontres régionales qui ont été généralement appréciées. Par contre, le site internet du PARSEP n'est pas encore opérationnel en termes d'organisation de fora de discussion.
- Les SP/CSLP ont bénéficié de rencontres régionales d'échanges d'informations et d'expériences; ce qui a favorisé de nombreuses inter-actions entre eux et suscité l'intérêt pour une certaine harmonisation des approches nationales à chaque fois que nécessaire. Ainsi, ils ont par exemple amené l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) à inviter l'UAR/PARSEP (comme acteur du suivi-évaluation) à participer à l'élaboration de la Stratégie Régionale de Réduction de la Pauvreté conjointe à l'UEMOA et à la CEDEAO. L'UEMOA a également demandé à l'UAR/PARSEP d'élargir progressivement sa couverture géographique à l'ensemble des pays de la CEDEAO, à commencer par ceux de l'UEMOA.

5.3 Recommandations générales

La mission recommande la prolongation du projet dont l'intervention devra être faite « sur mesure » dans chacun des pays, reconnaissant que certaines activités ou résultats prévus des différents volets ne sont réalisables que dans des contextes particuliers ;

5.3.1. Volet 1

La plupart des activités ont été exécutées dans les différents pays. L'appropriation y est par contre variable mais cet aspect relève peu du champ d'action du PARSEP. Nous recommandons de façon générale la finalisation des études lorsque cela n'est pas encore fait, un suivi du consultant en charge de ces études pour leur appropriation au sein de groupes de travail lorsque possible (cas du Bénin) et un suivi de l'appropriation à travers la ressource PARSEP en place au sein du SP dans le cas du Burkina Faso ;

- Un accent particulier devra être mis dans l'appui à la finalisation et à la diffusion des programmes de renforcement des capacités. Si le contexte le permet, le projet pourra

également appuyer le suivi évaluation de ce programme (dans la mesure où il sera validé, financé et mis en œuvre) .

- L'appui à la concertation des PTF intéressés par l'harmonisation de leurs besoins en informations et plus encore l'appui à la mise en place du Fonds commun pour les activités de suivi évaluation des CSLP sont des activités qui n'ont pu être menées et qui sont largement au-delà des capacités d'action du PARSEP. Cela s'explique en partie par la faible envergure financière du projet, l'existence de fonds communs et de partenaires ayant déjà occupé ces créneaux dans 3 des 4 pays mais également par le peu de présence physique du projet dans les pays. Ce rôle supposerait une implication beaucoup plus grande des représentants sur le terrain (en particulier des responsables du dialogue politique) et paraît peu réaliste. Nous recommandons de ne pas retenir ces activités lors de la prolongation.

5.3.2. Volet 2

- Le volet 2 du projet devrait être plus flexible et répondre aux besoins spécifiques de renforcement des capacités de chacun des pays tels que ressentis au cours de l'évolution du projet. Par contre l'introduction d'un système d'information pour la gestion axée sur les résultats est apparue comme un besoin unanimement ressentis par les pays. Nous recommandons donc sa mise en œuvre dans le cadre de la prolongation. À cet effet, une collaboration devra être nouée avec les institutions opérant dans le domaine (Système des Nations Unies).
- Les modalités de gestion du projet devraient être allégées afin de répondre le plus rapidement possible aux demandes des pays. Cette recommandation découle du fait qu'au cours de sa prolongation, le Projet devra être plus réactif (demand driven) et avoir une plus grande souplesse et flexibilité de gestion.
- Les plans de communication sociale pourront être appuyés à la demande. Sachant que le degré d'appropriation de ces plans sera directement proportionnel à la volonté réelle des SP d'en disposer, nous ne considérons pas qu'il ne s'agit pas d'une activité obligatoire du projet.
- L'appui à l'intégration des stratégies de réduction de la pauvreté dans les politiques sectorielles de chacun des pays et au niveau décentralisé nous semble une activité ambitieuse qui ne pourra qu'être initiée dans certains pays selon leur degré d'avancement propre. À notre avis, il n'y a qu'au Burkina que cette activité pourra être partiellement réalisée.

5.3.3. Volet 3

Au niveau des UAAP, les extrants sont généralement atteints. Cependant, le problème de l'utilisation des résultats dans l'amélioration des politiques publiques et la pérennisation des structures à cette fin demeure. Nous recommandons que la prolongation soit mise à profit pour valoriser les acquis et appuyer la réflexion sur les options de pérennisation.

5.3.4. Volet 4

Il est apparu que le montage du projet ne permet pas une circulation efficace de l'information, ni même un suivi adéquat dans les pays. Pour pallier à cette situation, nous recommandons qu'une ressource soit spécifiquement affectée au suivi du projet au sein de la DCPRP au Burkina Faso et que des points focaux du projet soient effectivement nommés dans les cas où le besoin est constaté (Bénin et Mali).

- Une plus grande implication des ressources terrain de l'ACDI est également recommandée partout afin d'améliorer la communication en direction de l'UAR et de l'ACDI siège.
- Il apparaît que des lourdeurs administratives limitent la valorisation des apports du projet. La non utilisation par les pays des 450 000\$ rendus disponibles par le projet en est un exemple éloquent. Nous recommandons que le CRDI, conjointement avec l'ACDI, évaluent les possibilités de raccourcir la chaîne d'approbation et d'assurer un décaissement rapide des fonds dans les pays². Nous recommandons également que les 450 000\$ soient versés au fonds général du projet.

5.4 Implications budgétaires de la prolongation recommandée

En date du 31 décembre 2006, le solde du projet s'élevait à un montant de 2 050 901 \$ selon les informations fournies par le CRDI, montant auquel on doit également ajouter le fonds de 450 000 \$ pour un total disponible de 2 500 901 \$. En tenant compte des recommandations ci-dessus, la nouvelle répartition du budgetaire annuelle et par volet se présenterait comme suit :

	2007-2008	2008-2009	Total
Volet 1	45 000 \$	-	45 000 \$
Volet 2	626 600 \$	746 300 \$	1 372 900 \$
Volet 3	189 000 \$	110 800 \$	299 800 \$
Volet 4	269 000 \$	231 000 \$	500 000 \$
Total	1 129 600 \$	1 088 100 \$	2 217 700

La répartition des coûts entre l'ACDI et le CRDI sera faite par le CRDI, étant entendu que le reliquat budgétaire de l'ACDI s'élevait à 1 760 000 \$ au 31 décembre 2006.

5.5 Gestion des risques

Les risques initialement prévus par le projet restent globalement valables même si certains d'entre eux se sont atténués (comme la volonté politique pour institutionnaliser le suivi évaluation de la SRP par exemple); et ils ont pour la plupart été au moins partiellement évoqués par les interlocuteurs de la mission. Mais nous pouvons préciser certains d'entre eux qui sont apparus particulièrement critiques à la réalisation du projet. À ce titre il faut noter :

1. La faible capacité des PTF à se concerter et à coordonner leurs actions ;
2. La faible appropriation des résultats du projet par les SP/CSLP ;
3. L'instabilité institutionnelle et des principaux acteurs du projet ;
4. Une dotation insuffisante en ressources humaines au sein des SP/CSLP ;
5. Une insuffisance des ressources humaines affectées directement à la mise en œuvre du projet ;
6. Une participation insuffisante de la part de certains des acteurs présumés du projet (par exemple la représentation canadienne sur le terrain).

² Par exemple, une demande du Niger doit être acheminée à l'UAR qui apprécie et demande éventuellement des réajustements avant sa soumission au CRDI, qui peut également demander des modifications avant d'autoriser le transfert des fonds au CECI qui, à son tour, peut demander des comptes avant de verser les fonds.

Face à ces risques, la mission suggère les stratégies d'atténuation suivantes, sachant que le projet ne peut maîtriser l'ensemble des variables influençant ces risques.

Au niveau du risque 1, il est difficile d'intervenir directement sinon qu'en améliorant la visibilité du projet auprès des PTF à travers une meilleure communication aussi bien au niveau technique que politique (responsabilisation accrue des experts des UAP et des représentants sur le terrain).

Le risque 2 doit être atténué en visant à mieux cibler les activités sur les besoins clairement exprimés par chacun des pays et également en redynamisant les Comités Suivi Pays du projet.

La façon d'atténuer le risque lié à l'instabilité institutionnelle et des principaux acteurs du projet réside dans l'affectation d'une ressource PARSEP au sein du SP/CSLP. Là où le risque était le plus grand, cette stratégie est recommandée (Burkina Faso et Bénin). Cette mesure vaut également pour le risque 4.

Les risques 5 et 6 seront mitigés par une plus grande responsabilisation des acteurs présumés du projet (la mission recommande nommément une plus grande implication des experts des Unités d'appui et une meilleure information des représentants sur le terrain pour nourrir le dialogue politique sur le processus de CSLP). Une ressource additionnelle sera également ajoutée au Burkina Faso où les conditions sont les plus critiques.

Annexe 1 – Termes de référence

23/01/07

Mission Édith Gouin / Dieudonné Ouédraogo au Bénin, Niger, Burkina et Mali pour la validation de la prolongation du PARSEP

Problématique :

Compte tenu des retards importants accumulés dans le démarrage des activités du projet, ce dernier arrive à terme le 31 mars 2007, sans avoir réalisé totalement les résultats prévus. Une décision doit donc être prise sur le bien fondé et les implications financières d'une prolongation de deux ans du projet. Il est donc nécessaire de déterminer avec plus de précision dans quelle mesure cette prolongation permettra d'atteindre les résultats prévus compte tenu des problématiques particulières de chacun des volets dans chacun des pays. Il s'agit aussi de déterminer dans quelle mesure ces problématiques peuvent être résolues par des transferts budgétaires internes sans augmentation de coûts du projet.

Objectif de la mission :

L'objectif de la mission est de valider le niveau d'appropriation des extrants réalisés dans chacun des volets jusqu'à date, et de déterminer les enjeux (risques et défis) et le niveau de résultat qui peut être réalistement obtenu, sur la base du budget établi, au niveau des effets du projet par la mise en œuvre des actions prioritaires proposés pour les deux prochaines années dans chacun des pays.

Rappel des résultats d'effet du PARSEP :

- 1- Les rapports annuels de mise en œuvre des CSLP sont produits à temps et fournissent une information valable sur les effets et impacts des politiques et programmes et sont effectivement utilisés par les décideurs pour accroître leur efficacité.
- 2- Les analyses des UAAP sur la pauvreté et les meilleurs moyens d'y faire face mènent à des décisions de politiques sur la SRP

Mandat : Dans chacun des pays :

- 1- Valider le degré d'appropriation des principaux extrants produits jusqu'à date, dans chacun des volets.
- 2- Identifier la problématique et les enjeux stratégiques à maîtriser (appropriation des acteurs, ancrage institutionnel des résultats) dans chacun des volets pour combler les écarts par rapport aux résultats attendus en fin de projet.
- 3- Réévaluer les principaux risques anticipés originellement au niveau de chacun des volets et actualiser les stratégies d'atténuation.
- 4- Apprécier dans quelle mesure les activités reprogrammées permettront de combler réalistement les écarts de résultats au cours des deux années de prolongation.
- 5- Proposer s'il y a lieu des réajustements au niveau des activités et extrants à produire pour combler les écarts et indiquer les réaménagements (transfert de composantes) budgétaires nécessaires.
- 6- Évaluer les coûts des activités reprogrammées et comparer aux disponibilités budgétaires

- 7- Vérifier dans quelle mesure le Niger a procédé à l'intégration de la structure GAR dans le CSLP et les indicateurs ainsi qu'à l'ajustement de l'organigramme et des cahiers de charge en conséquence.
- 8- Valider l'opportunité de la mise en place d'un Fonds commun par rapport à l'intérêt réel des SP à soumettre- dans le cadre de la présentation des SRP de deuxième génération – le financement du système de S/É-SRP et du PRC, à l'appui budgétaire des PTF. Faire valoir que la mise en place d'un mécanisme de S/É du PRC est susceptible d'accroître l'intérêt des PTF à l'idée d'un appui budgétaire global au système de S/É-SRP et du PRC qui pourront ainsi être gérés par résultats avec l'appui des UAAP pour documenter les revues annuelles.
- 9- La mission cherchera à obtenir le point de vue des SP sur comment arriver à l'harmonisation des procédures de décaissement.
- 10- Examiner la possibilité de mettre à profit les \$450,000 du Fonds ACDI pour atteindre plus directement les résultats du projet. Une allocation de \$110,000 par pays pourrait être envisagée pour financer l'appui au fonctionnement du SIG.
- 11- Explorer les possibilités de collaboration avec d'autres organismes disposant d'une expertise reconnue dans le domaine des SIG (PNUD, AFRISTAT, ...etc.)
- 12- Valider dans quelle mesure la méthodologie a été développée pour intégrer les politiques et programmes sectoriels dans la deuxième génération des SRP.
- 13- Au Mali, il serait souhaitable de rencontrer la nouvelle équipe du SP qui comprend plusieurs conseillers techniques européens qui ne connaissent pas le PARSEP et qui ont plutôt tendance à se référer à leurs propres réseaux de contact en Europe. Un rappel devrait être fait à l'unité d'appui de l'Ambassade à l'effet d'être davantage proactif et réactif dans le suivi du PARSEP, même chose pour le Bénin. Nous ne recevons pas de commentaires de ces deux entités.
- 14- Vérifier le statut officiel que les pays réservent aux résultats des études des consultants en tant que politique officielle de leur gouvernement et leur volonté de les mettre en application.

Organismes à consulter :

- Secrétariat Permanent des CSLP
- Si possible le Comité de Suivi Pays ou les DEP, Santé, Éducation, Développement Rural
- Les Instituts nationaux de la statistique et Observatoire du Développement Humain
- Les principaux représentants des PTF intéressés au S/É du CSLP
- Les représentants de l'ACDI Ambassade/Unité d'Appui
- Les coordonnateurs des UAAP
- Autres représentants jugés utiles

Durée de la Mission :(environ 8 à 10 jours)

La mission devrait prévoir 1 à 1.5 jours par pays et .5 à 1 jour de déplacement entre pays soit au total 8 à 10 jours.

Présentation des constats et conclusions

Les principaux constats et conclusions de la Mission par rapport aux items du mandat devraient être remis dans une note succincte (point form) au plus tard une semaine après la fin de la mission.

Addendum :

- L'ACDI devra préparer une note verbale pour informer la CI que le projet arrive à terme le 31 mars 2007 et aviser qu'il ne sera pas prolongé en CI en raison de la situation instable du pays.
- Le PARSEP devra établir une passerelle avec ECOWAS qui pourrait remplacer la CI pour bénéficier du projet en appui au S/É de la stratégie régionale de réduction de la pauvreté.

Annexe 2 – Liste des personnes rencontrées

Burkina Faso

Aimé Tiendrebeogo	Expert, UAP Ouagadougou
Bamory Ouattara	DG Institut national de la statistique et de la démographie
Sawadogo Isidore	SG MEDEV
Claude Wetta	Coordonnateur UAAP
Daniel Bambara	DGEP MEDEV
Mme Malgoubri	Directrice de de la Coordination de la Politique de Réduction de la Pauvreté (DCPRP)
Barou Oumar Ouedraogo	DEP Agriculture
Renet van der Waals	Chef de Coopération, Ambassade des Pays-Bas
Gerardus Gielen	Chef des opérations de coopération, Union européenne
Guillaume Barraut	Chargé de programmes, Union européenne
Bado Blaise	DEP/MEDEV

Bénin

Alain Vennes	Directeur, UAP Cotonou
Gilles Badet	Expert, UAP Cotonou
Sylvain Degbe	Économiste principal, Ambassade du Danemark
Laourou Rigobert	SP/DSCLP
Justine adékounté Odjoubé	Coordonnatrice Observatoire du changement social
Lucien Alhonsou	Consultant PARSEP
Zanou René	Point focal PARSEP
Épiphané Adjovi	Coordonnateur UAAP Bénin
Adamo Moïbi	Chef de service suivi évaluation, DPP Éducation

Mali

Darquis Gagné	Directeur adjoint, Ambassade du Canada à Bamako
Ghislain Rivard	Directeur UAP Bamako
Nouhoum Sankaré	Expert, UAP Bamako
Sékouba Diarra	Coordonnateur Cellule Technique CSLP
Sédou Moussa Traoré	DG, Direction générale de la Statistique

Marc Trévou	Assistant technique auprès de cellule technique CSLP, Union européenne
Marcel Ouattara	Assistant technique auprès de cellule technique CSLP, Union européenne
M. Dicko	Consultant PARSEP
Massa Coulibaly	Coordonnateur UAAP Mali
Mamadou Traoré	Représentant Pays-Bas

Magassa Hamidou, Cellule Technique CSLP

Niger

Moussa Haladou	Expert, UAP Niamey
Guy Villeneuve	Chef de l'Aide, Bureau d'Ambassade du Canada, Niamey
Aminata Boureima	Responsable suivi-évaluation, SP/SRP
Laouan Brah Adiza	DEP MSP
Seyni Soumara	DGEPPD/MEF
Adam Amadou	DEP MEBA
Ali Tchombiano	DGEPPD/MEF
Ousseini Hamidou	Coordonnateur UAAP Niger
Hayo Toro	DEP MAT/DC
Ekade Ghalio	SG Institut national de la Statistique
Hamado Sawadogo	Expert Principal auprès de l'INS, Union européenne
Sidikou Fatoumata	Responsable secteur économique SP/DSRP
Philippe Besson	Directeur résident suppléant, Coopération Suisse
Daniela Gregr	Économiste associée, PNUD
Souleymane Ousmane	UNICEF
Yahouza Ibrahim	Représentant CECI Niamey
Djibrilla Gado	Responsable administratif et financier, CECI Niamey
Maga Hamidou Issaka	Chercheur UAAP
Ghoza Nana Aïchatou	Chercheuse UAAP
Maïga Alkassoum	Chercheur UAAP

CRDI

Elias Ayuk	Spécialiste principal de programmes, CRDI
------------	---

Annexe no 3: Bibliographie sommaire

CRDI (2005) : Plan de mise en œuvre du PARSEP

UAR/PARSEP (2006): Compte rendu de la 2^{ème} réunion du Comité Conjoint Régional

UAR/PARSEP (2006): Rapport de rendement 2005-2006

UAR/PARSEP(2006): Rapport semestriel, avril-septembre 2006